

L'archevêque de Milan n'était pas seul à agir ainsi contre l'*Osservatore* ; son collègue de Turin avait les mêmes intentions et les mêmes égards pour l'*Unità Cattolica*. On raconte que les deux prélats voulurent se ménager, dans cette exécution, l'appui du Vatican ; ils firent de concert le voyage de Rome. En les recevant, Pie IX, qui avait été averti du but de leur voyage, alla au-devant d'eux dès qu'il les aperçut, en leur disant : "Quelle bonne fortune pour ceux qui ont dans leur diocèse l'*Unità* et l'*Osservatore*, pour les aider dans leur difficile mission ; ce sont des journaux dignes de toute leur protection." On pense bien que les deux archevêques s'empressèrent de suspendre leurs récriminations.

Pendant ces luttes, l'*Osservatore* voyait augmenter ses abonnés et ses lecteurs, continuant à prêcher l'union et la paix, mais seulement dans la vérité. Pour mieux réussir, il réduisit le programme catholique à la plus grande simplicité, se bornant à être avec le Pape et par le Pape, chef religieux et politique des Italiens, dépositaire et dispensateur du droit de tous. Cette formule nette et solennelle produisit un grand bien ; ce fut depuis le mot d'ordre des catholiques italiens. Mais il ne s'en amassa que plus de colères sur le journal et les écrivains qui l'avaient trouvée.

Ces colères devaient augmenter avec d'autres campagnes. En 1875, l'*Osservatore* prit l'initiative de la lutte contre le rosminisme. Les doctrines de l'abbé Rosmini avaient conquis de nombreux sectateurs et Albertario entreprenait là une œuvre gigantesque, dont le succès devait être payé bien cher.

On vit s'unir, pour combattre l'*Osservatore*, tous les cléricaux-libéraux, tous les ambitieux qui soupiraient après les charges gouvernementales, tous les libérâtres de caractère ou d'inclination, aidés directement ou indirectement par les francs-maçons et notamment par ceux qui pouvaient, au moyen des administrations de l'Etat, atteindre plus facilement le journal.

On employa contre Albertario et ses collaborateurs les injures, les perfidies, les calomnies. On tenta de leur aliéner Rome et les évêques, mais il y en eut bien peu qui se laissèrent entraîner. On porta contre eux des accusations infâmes.

Albertario fut attaqué dans son honneur sacerdotal, ce fut alors la période la plus amère de son existence, sans en excepter celle qu'il traverse aujourd'hui. Rien ne pouvait lui être plus sensible que ces soupçons dirigés contre la vertu première du prêtre. Il demanda lui-même que le procès fût instruit, aussi complet que possible, par l'officialité de Pavie, son diocèse auquel il n'a pas cessé d'appartenir. Toute la vie du polémiste fut passée au crible de la critique la plus minutieuse, et l'innocence de l'accusé fut formellement proclamée. Les adversaires en appelèrent à Rome, mais le jugement y fut entièrement confirmé.

En juin 1898, dans le procès devant la cour martiale, on voulut reprendre cette odieuse accusation. Mgr. Mantegazza, évêque de Casale, qui avait été longtemps vicaire-général de Milan et s'était ainsi trouvé le supérieur direct d'Albertario, réduisit cette accusation à néant, en déclarant que don David avait toujours eu "une conduite exemplaire comme prêtre, comme citoyen et comme journaliste."